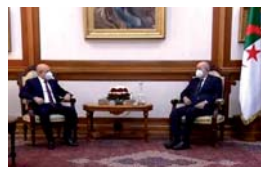




Consultations pour la formation du gouvernement Tebboune reçoit le MSP et le RND



Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5411 - Lundi 28 juin 2021 - Prix : 10 DA

Béchar

Mort de cinq personnes brulées à l'intérieur d'un conteneur

Page 16

Coupures d'eau

Le ministère tente de rassurer mais le calvaire continue

Page 2

Festival culturel européen

L'Orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger enchante le public

Page 7

Toxicomanie

Élargissement du traitement de la méthadone en Algérie

Page 16

Lutte contre le Covid-19 à Béjaïa

Campagne de sensibilisation en faveur de la vaccination

Page 3

Retard d'accès aux innovations thérapeutiques

Traitement du cancer : l'Algérie à la traîne



Ph/D. R.

La médecine avance à toute vitesse. On sait aujourd'hui traiter le cancer avec des thérapies qui apportent des améliorations spectaculaires de l'état de santé des patients, prolongent ou assurent leur survie.

Page 3

Incivisme à Mostaganem

A défaut de télésurveillance, le pillage du mobilier urbain s'intensifie

Page 4

Cour de Tipasa

Reprise du procès en appel de l'affaire de corruption à l'EGT locale

Page 4

Consultations pour la formation du gouvernement

Tebboune reçoit le MSP et le RND

■ Le président de la République poursuit ses consultations politiques en vue de la formation d'un nouveau gouvernement. Hier, Abdelmadjid Tebboune a reçu le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrazak Makri et le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Tayeb Zitouni.

Par Aomar Fekrache

«**D**ans le cadre des consultations politiques élargies pour la formation du gouvernement, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu M. Abderrazak Makri, président du MSP, à la tête d'une délégation de dirigeants du parti, et M. Tayeb Zitouni, SG du RND, accompagné de membres du Bureau national du parti», précise un communiqué de la Présidence de la République. Les deux partis en question sont classés troisième et quatrième au scrutin du 12 juin dernier. Le MSP avait obtenu 65 sièges, alors que le RND a eu 58 sièges. Ces deux partis étaient classés derrière les indépendants et le FLN, reçus, eux, avant-hier, par le chef de l'Etat. Ces deux formations politiques que tout sépare, comptent jouer un rôle actif à la prochaine législature. Le MSP, parti relevant du courant islamiste, avait pour objectif de gagner ces élections et son leader, Abderrazak Makri, avait affiché son ambition de chapeauter le prochain gouvernement. Lors d'une conférence de presse animée après l'annonce des résultats,

le président du MSP a toutefois indiqué que son parti était «très satisfait» des résultats obtenus, les qualifiant d'«historiques» car traduisant «la force du mouvement sur la scène politique». A une question relative à la participation du parti au prochain gouvernement, Makri avait expliqué que «cette décision devra être prise par le Conseil consultatif (Majliss Choura) du mouvement». Le MSP a également appelé à la formation d'un gouvernement d'union nationale. De son côté, le RND avait estimé que les résultats des élections législatives étaient «très positifs» pour le parti qui «reste en tête avec les plus grands partis politiques en Algérie». Son secrétaire général, Tayeb Zitouni, n'avait pas écarté l'entrée dans des alliances politiques au sein du Parlement, «à la condition d'être au service de l'intérêt du pays afin de réaliser un rebond qualitatif dans le développement économique et social». Concernant la formation du nouveau gouvernement, il avait soutenu que «le président de la République était libre de procéder à la formation d'un nouveau gouvernement partant de la majorité ayant obtenu la confiance du peuple», estimant que «le RND, qu'il soit au sein ou



P.V.D. R.

à l'extérieur du gouvernement, devra formuler des suggestions pour le traitement des problèmes socio-économiques du pays». Durant la campagne électorale, M. Zitouni avait appelé à une alliance des partis du courant nationaliste. Il est à préciser, par ailleurs, que l'audience s'est déroulée en présence de Noureddine Bardad-Daidj, directeur de cabinet à la Présidence de la République, Mohamed El Amine Messaid, secrétaire gé-

ral de la Présidence de la République, et Boualem Boualem, conseiller auprès du président de la République chargé des affaires juridiques et judiciaires. **A. F.**

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 352 nouveaux cas et 8 décès

L'Algérie a enregistré 8 nouveaux décès de coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus que le bilan d'hier (7), portant à 3 693 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 352 cas, soit 11 cas de plus par rapport au bilan d'hier (341), pour atteindre, au total, 138 465 cas confirmés. **R. N.**

Coupures d'eau

Le ministère tente de rassurer mais le calvaire continue

En dépit de la mise en place d'un plan de distribution de l'eau potable par la wilaya d'Alger, le problème récurrent de la pénurie de l'eau persiste dans de nombreuses localités de la capitale où le précieux liquide est devenu une denrée rare, trop rare.

Même si le plan de distribution de l'eau qui concerne 57 communes d'Alger annoncé par la wilaya d'Alger ne satisfait pas tout le monde, il est cependant accepté par les citoyens, même à contre-cœur, une solution urgente pour parer au manque d'eau. Mais dans les faits, ce plan n'est malheureusement pas appliqué dans la capitale, au grand dam de la population. Dans certains quartiers, notamment à Ain Naadja, dans la commune de Gué de Constantine, le calvaire continue. Les robinets sont à sec. Ce qui nous ramène à la défaillance de la communication de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal). Sur le site de la société, les informations se contredisent. Dans la matinée, le site affichait «aucune coupure d'eau» n'est enregistrée dans la commune. Deux heures après, la société annonce des coupures dans certains quartiers, pour revenir ensuite à aucune coupure, alors que dans la réalité l'eau n'était pas toujours rétablie et les robinets sont restés à sec. Aussi, les appels au numéro vert de la cette société (1594) sont restés vains. Le numéro est toujours injoignable.

La population est effrayée à l'idée de se retrouver sans eau durant la canicule. Après les coupures d'eau qui perdurent, les gens ne croient plus aux promesses des responsables qui tentent à chaque

fois de rassurer sans pour autant trouver une solution durable à ce problème récurrent.

Le ministère des Ressources en eau tente de rassurer en attestant que des solutions existent pour parer au manque d'eau. En vue de renforcer le service public d'eau, rassure le ministère des Ressources en eau dans un communiqué, quatre stations de dessalement de l'eau de mer entreront en service en juillet et août, avec une capacité de 37 500 m³/jour, tandis qu'il sera procédé à court terme à la réalisation d'un programme d'urgence de trois stations de dessalement aux communes de Corso, Bateau cassé et Marsa, avec une capacité de 150 000 m³/jour. Le ministère prévoit également l'amélioration de l'approvisionnement en eau après la réception de 173 forages d'une capacité de 250 000 mètres cubes par jour, qui sera renforcée par un deuxième programme devant permettre de produire 140 000 m³/jour, à la faveur de la réalisation de 120 nouveaux forages qui entreront graduellement en service.

Cependant, le ministère a précisé que les quantités d'eau disponibles dans les barrages ne permettent pas actuellement de réaliser une production quotidienne oscillant entre 750 000 et 850 000 m³/jour, ce qui a imposé la révision du système de distribution dans le cadre d'un programme tracé suivant des horaires réguliers portant une distribution quotidienne de 8 heures à une autre d'un jour sur deux de 14 heures à travers les différentes communes d'Alger.

Concernant Alger et ses environs, le système d'alimentation est basée sur 4

barrages, à savoir Keddara, Beni Amrane, Boukourdane et Asserdoune en cas de besoin, outre trois systèmes d'approvisionnement permettant en temps normal, de produire 1,2 millions m³/jour.

Le ministère a assuré que la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal) veille à réunir toutes les conditions nécessaires en traçant un programme spécial visant à augmenter les capacités de production pour ses clients afin d'assurer un approvisionnement continu lors des événements et fêtes religieuses, notamment durant l'Aïd El Adha.

Pour les régions de l'ouest du pays, la réalisation du projet relatif à la séparation de la station de dessalement d'El Magtaa de la canalisation de «MAO» sera engagée pour le réceptionner en juillet, à travers une double alimentation, notamment après la séparation des deux sources (MAO et la station d'El Magtaa) qui devra assurer l'alimentation de la rive Est d'Oran. En outre, il sera procédé à la réhabilitation de la station d'El Magtaa pour la production de 500 000 m³/jour pour l'alimentation en eau potable des wilayas d'Oran, Mascara et Relizane, ainsi que le transfert d'eau du barrage de Oued El-Teht à Mascara en vue de l'alimentation des communes de Ain Farah, l'agglomération de Ain Bouras, Oued El Abtal et Sidi Abd el Djebbar, précise le communiqué.

Aussi, un appel d'offres national a été lancé pour la réalisation d'un projet de transfert d'eau du barrage de Kef Eddir à Damous, afin d'alimenter 11 communes sises à l'ouest de la wilaya de Tipasa et 6 autres communes à Ain Defla et Chlef, note la même source.

Le ministère a rappelé, en outre, le lancement, depuis le mois d'août 2020, de la réalisation du programme de rattrapage et d'urgence en vue de la couverture de ce déficit accusé en matière d'eau potable au niveau des villes enregistrant des taux mitigés en termes d'alimentation en eau superficielle.

Parmi les mesures prises dans ce cadre, figure également le transfert d'eau à partir du barrage de Ghrif vers celui de Bouromi à Ain Defla, afin d'alimenter le Grand Alger par 80 000 m³/jour en sus du transfert de l'eau depuis le barrage de Boussiaba (Jijel) vers celui de Beni Haroun en vue de l'alimentation d'El-Milia et Belara, d'une capacité de production de 80 millions m³/an.

S'agissant des villes situées à l'Est du pays, il a été procédé au transfert de l'eau du barrage Ouldja Mellag, ce qui permet d'alimenter pas moins de 175 000 citoyens en eau potable dans les communes de Ouanza, Laouinet, Boukhadra, Bir Dheh, El-Mridj et Marsat mis dernièrement en service.

Les transferts d'eau ont été également effectués depuis le barrage d'Aghil Amedda vers celui de Mehouane (Sétif) pour l'alimentation des communes de Bordj Bou Arréridj avec 120 000 m³/jour.

Par ailleurs, un appel d'offres national a été lancé pour la réalisation d'un projet de transfert d'eau à partir de Tablout (Jijel) dans l'objectif d'alimenter 12 communes relevant de la wilaya de Sétif en eau potable avec une production de près de 60 millions m³/an, conclut le communiqué.

Louisa Ait Ramdane

Retard d'accès aux innovations thérapeutiques

Traitement du cancer : l'Algérie à la traîne

■ La médecine avance à toute vitesse. On sait aujourd'hui traiter le cancer avec des thérapies qui apportent des améliorations spectaculaires de l'état de santé des patients, prolongent ou assurent leur survie.

Ph/D. R.



Par Meriem Benchaouia

Ces nouveaux protocoles coûtent cher, très cher, et notre système de santé a du mal à absorber les coûts. Résultat : certains traitements ne peuvent pas être prescrits alors qu'ils sont disponibles dans d'autres pays. Une véritable perte de chance pour nos cancéreux, déjà démunis face à cette pathologie grave. Même si les responsables se succèdent pour affirmer que la mise en œuvre du Plan national contre le cancer avance bien, les malades continuent de souffrir des complications de cette maladie et de l'absence d'une bonne prise en charge médicale. En effet, l'Algérie est «à la traîne» en matière d'accès aux innovations thérapeutiques dans la prise en charge du cancer, a déploré le D' Ahcene Zenhati, chercheur en économie de santé. «Seuls 42 % des thérapies ciblées et immunothérapies sont disponibles en

Algérie», a-t-il affirmé dans son intervention par visioconférence, lors du 4^e Sommet de l'onco-hématologie, organisé à Alger par les laboratoires Roche. Selon ce chercheur, parmi les 16 innovations thérapeutiques dans la prise en charge du cancer du sein, seules 8 sont enregistrées en Algérie dont 4 seulement sont disponibles. Parmi les 19 thérapies dédiées au cancer du poumon, a-t-il poursuivi, seules 7 innovations thérapeutiques sont enregistrées en Algérie et seulement 3 sont disponibles. Pour le D' Zenhati, ce sont les délais d'enregistrement, la négociation des prix d'achat par appel d'offres qui retardent l'accès aux traitements innovants. Il a soutenu, à ce titre, que «dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), l'Algérie a le plus long délai dans le lancement des produits innovants». Relevant que la diffusion de traitements innovants impacte la croissance économique, dans la mesure où l'introduction de nou-

velles molécules permet de réduire certains coûts et améliorer la productivité en général, il a précisé que dans le cas de l'Algérie, les pertes de production dues aux cancers ont été estimées à 16 millions de dollars en 2018. «Dans le cas du cancer du sein, les pertes liées aux arrêts de travail sont estimées à 3,45 millions de dollars, alors que les pertes dans le cas du cancer du poumon s'élèvent à 1,31 million de dollars», a-t-il précisé. Toutefois, il a soutenu que «les coûts du cancer sont beaucoup plus importants que les chiffres avancés». Pour accélérer l'accès à l'innovation en Algérie, Ahcene Zenhati a plaidé pour l'adoption d'un processus d'enregistrement accéléré qui s'accompagnerait de décisions de financement et d'approvisionnement rapides à travers les canaux officiels de l'Etat ou les canaux privés. «Il s'agit de mettre en place un système d'enregistrement accéléré pour les thérapies innovantes, internationale-

ment reconnues et déjà enregistrées par les agences de médicament américaine ou européenne», a-t-il préconisé. Il a mis l'accent, en outre, sur l'importance de «dissocier» le processus de financement de celui de l'enregistrement, afin de limiter l'impact des contraintes budgétaires sur les délais d'enregistrement, et d'encourager les contrats innovants et les négociations entre les autorités et les laboratoires pharmaceutiques. Le D' Ahcene Zenhati a insisté également sur la révision du système d'appel d'offres pour la mise en place d'un comité d'experts clinique et économique qui évalue et valide l'intégration de médicaments innovants dans le cadre d'un accord commercial entre la PCH et les laboratoires pharmaceutiques. Pour assurer une meilleure prise en charge du cancer en Algérie, ce chercheur a plaidé pour l'optimisation de l'utilisation du fonds de lutte contre le cancer en facilitant ses conditions d'exploitation, regret-

tant que les ressources de ce fonds n'aient été utilisées qu'à hauteur de 4 % annuellement. Ce spécialiste de l'économie de santé a suggéré aussi de débloquer le financement de thérapies innovantes à travers la promulgation d'une loi contribuant à la prise en charge des patients dans le secteur privé, et d'encourager la population algérienne à recourir à des assurances complémentaires privées pouvant couvrir la prise en charge du cancer. La prise en charge du cancer en Algérie nécessite, par ailleurs, de «rendre accessible les données de la Caisse nationale des assurés sociaux (Cnas) pour pouvoir réaliser des études et évaluer les pertes de production de la population active atteinte de ces cancers», a-t-il préconisé. **M. B.**

Conseil national économique, social et environnemental (Cnese) Journée d'étude en hommage au chercheur Djilali Liabès

Le Conseil national économique, social et environnemental (Cnese) organise aujourd'hui, à la Bibliothèque nationale d'El Hamma (Alger), une journée d'étude en hommage à Djilali Liabès, chercheur, intellectuel et ancien ministre, a indiqué un communiqué du Conseil.

Intellectuels, chercheurs, organismes intellectuels, institutions nationales, universitaires, représentants de la société civile assisteront à cette rencontre, placée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et à laquelle prendra part la famille du regretté Djilali Liabès, ajoute-t-on de même source.

Cette rencontre sera l'occasion d'évoquer le parcours de Djilali Liabès, connu pour sa rigueur et sa pensée rationnelle dans l'accomplissement des missions et rappellera ces valeurs qui influent sur la société, en tant qu'éléments déterminant l'acte individuel, collectif et social dans divers domaines de la vie et une condition sine qua non pour tout succès.

Le Cnese organise, depuis quelque temps, des hommages, sous le patronage du président de la République, pour célébrer la mémoire de personnalités nationales ayant servi le pays et la société par leurs contributions et leur pensée dans divers domaines, rappelle le communiqué. **K. L.**

Lutte contre le Covid-19 à Béjaïa Campagne de sensibilisation en faveur de la vaccination

Une campagne de sensibilisation sur la vaccination contre la pandémie de Covid-19 a été organisée hier par l'Établissement de santé de proximité (EPSP) Tazmalt. Cette journée de sensibilisation a été menée au niveau du jardin public situé au centre de la ville, afin de permettre au grand public de prendre connaissance du programme de vaccination mis en place par l'EPSP, les personnes concernées, les

modalités d'inscription et répondre aussi aux préoccupations de ceux qui sont intéressés. Il s'agissait aussi de répondre aux questions relatives aux effets indésirables. L'on a noté que les personnes concernées par la vaccination sont celles âgées de plus de 50 ans et celles souffrant de maladies chroniques. Le but de cette campagne est de se rapprocher des citoyens, les informer qu'ils peuvent se faire vacciner, leur

expliquer l'importance du vaccin et répondre à leurs questionnements. Cette campagne entre dans le cadre d'un programme national lancé depuis hier. Une campagne de sensibilisation a également été lancée hier au chef-lieu de wilaya, au niveau de la Maison de la culture de Béjaïa. Plusieurs personnes ont été vaccinées durant cette première journée. Des boxes ont été installés et le patient est gardé en observation

pour au moins une demi-heure. Cette campagne de vaccination va s'étaler sur toute la semaine, excepté le vendredi. Pour le moment, il y a deux vaccins disponibles à Béjaïa, en l'occurrence, l'Astrazeneca destiné aux personnes de plus de 50 ans et Sinovac pour celles âgées de moins de 50 ans. Les patients sont invités à revenir après quelques semaines pour la deuxième dose. **H. Cherfa**

Incivisme à Mostaganem

A défaut de télésurveillance, le pillage du mobilier urbain s'intensifie

n A l'instar des autres villes, Mostaganem est aussi victime de dégradation occasionnée par le vol croissant du mobilier urbain. Il y a quelques années de cela, on s'inquiétait de l'incivisme, de comportements scandaleux, de dégradations multiformes du mobilier urbain.

Par Lotfi Abdelmadjid

En revanche, aujourd'hui on assiste à un autre phénomène beaucoup plus préoccupant. Des voleurs de mobilier urbain, trop bien structurés avec leur logistique, pillent la ville au vu et au su de tous. Impunis, ils dépouillent la cité de tout ce qui est métallique : vannes, égouttoirs, avaloirs, couvercles de regards, balustrades en métal, supports et plaques de signalisation routière, bois de bancs publics, fils électriques, rails de chemin de fer, tapis d'aires de jeu, panneaux d'abribus, clôtures de stades de proximité etc., qu'ils soustraient du décor urbain pour le revendre aux barons du marché clandestin de métaux ferreux et non ferreux. On a tous remarqué que la majorité des avaloirs existant sur le tissu urbain ont été volés et remplacés par de vieux pneus... qui sont mis sur le vide afin d'éviter les accidents. Il faut souligner que depuis l'implantation de

l'usine de fabrication de métaux, ce phénomène a pris de l'ampleur, mais quelle ampleur. Cette usine achète sans se préoccuper de la provenance des déchets ferreux déposés sur son site. C'est ahurissant de constater que là où il y a de l'argent il y a des espèces de réseaux même non structurés, mais ils existent bel et bien. Ceci signifie tout simplement que ceux qui achètent le mobilier soustrait à la ville connaissent parfaitement sa provenance. Par conséquent, ceux-là sont des receleurs, donc condamnables. On pourrait même parler de réseaux puisque le vol du mobilier urbain s'amplifie à une vitesse vertigineuse. Ces réseaux ne pourraient pas être invisibles puisque des convois incessants de trailers transportent les déchets ferreux vers cette destination connue. On parle de réseaux, c'est presque certain, car là où il y a de l'argent facile à gagner on s'y met même si la loi l'interdit. Tout porte à croire que l'on



continue à voler le mobilier urbain dans l'impunité la plus totale puisque ce désastre ne s'arrête pas. Des camionnettes, des charrettes et autres, déambulent dans la ville avec un chargement de déchets sans s'inquiéter et personne ne dit rien.

Le constat est sans appel, la ville est agressée dans son environnement. Ce fléau, singulièrement coûteux pour le Trésor public et étrangement embarrassant, doit être banni par l'installation de la télésurveillance. Un investissement qui mettra, sans nul doute,

fin au massacre. Il faut rappeler que cette situation mutile le cadre de vie pour lequel certains ont travaillé dur. Mostaganem doit se débarrasser de ses énergumènes qui volent, saccagent et ruinent la cité pour deux sous. **L. A.**

Cour de Tipasa

Reprise du procès en appel de l'affaire de corruption à l'EGT locale

La présidente de la chambre correctionnelle près la cour de Tipasa a décidé, tôt dans la matinée, la levée de la séance du procès en appel des accusés dans l'affaire de corruption au sein de l'Entreprise de gestion touristique (EGT), la reprise du procès est prévue à partir de 11h. Le procès en appel des accusés, au nombre de 26, avait débuté samedi, après l'appel interjeté du jugement rendu en première instance par le tribunal de Tipasa en date du 18 avril dernier, parmi eux cinq directeurs généraux, le président du conseil d'administration et nombre de ses membres, des directeurs centraux et le directeur régional d'une banque publique ainsi que d'autres fonctionnaires.

Après la décision de la présidente de la chambre correctionnelle de rejeter les exceptions de procédure soulevées par la défense des accusés, concernant la nullité des procédures pénales, au motif que l'action publique est déclenchée sur la base d'une lettre anonyme, l'instance du tribunal a entamé l'audition des accusés, en ce que la discussion juridique a porté sur la détermination de la responsabilité de chaque accusé et les circonstances d'octroi du marché à une entreprise étrangère, en dépit de la carence du dossier technique et financier présenté, outre les dépassements enregistrés dans les procédures d'octroi du marché et les demandes de crédits com-

plémentaires et autres.

Tous les accusés ont plaidé leur acquittement de toutes les charges retenues contre eux, dont des membres des commissions d'ouverture des plis et des marchés, soutenant que leurs prérogatives ne leur permettent pas d'émettre une décision d'octroi conformément au règlement intérieur de l'entreprise, mais cela relève du directeur général avec l'approbation de toute opération par le conseil d'administration. Les accusés sont poursuivis dans cette affaire dont les faits remontent à la décennie écoulée, pour «dilatation de fonds publics», «infraction à la loi sur les marchés publics», «octroi d'indus privilèges», «abus de fonction», «implication dans une affaire de corruption» et «passation de marchés douteux». Aussi, une instruction judiciaire avait été ouverte par le parquet de Tipasa, suite à une lettre anonyme dénonçant des «infractions graves» dans la gestion du projet de modernisation et de réhabilitation du village touristique (ex-CET) relevant de cette entreprise. L'entreprise a bénéficié, au début de la décennie écoulée, d'une enveloppe de près de 4 milliards de DA, portée ultérieurement à 5 milliards de DA, dans le cadre d'un programme national visant la réhabilitation des complexes touristiques publics.

Suite à quoi, il a été décidé de conclure une convention avec le Crédit populaire algérien (CPA) pour financer le projet via un crédit à long terme (2,5 %), compor-

tant cinq axes «matériaux, travaux, études, formation et réalisation de nouvelles activités». Les fonds devant couvrir les trois unités touristiques (la Corne d'or, Matares et le village touristique), conformément à l'étude technique, selon l'arrêt de renvoi de cette affaire devant le tribunal correctionnel de première instance. Les différents responsables qui se sont succédé à la tête de l'EGT avaient présenté, plusieurs fois, des demandes de réévaluation de la valeur des crédits alloués aux travaux de modernisation du complexe touristique de Tipasa (Ex-CET), dont le montant était passé de 1,5 milliard DA à 3,5 milliards DA, ce qui constitue une violation des lois et réglementations, alors que les crédits complémentaires étaient estimés à 6 milliards DA, à l'origine d'une perte financière à concurrence de 469 millions de DA pour l'EGT.

Il s'agit de deux pièces jointes portant les numéros 5 et 6, comme ajouts aux dotations financières, afin de justifier des travaux non existants dans le marché principal confié à l'entreprise portugaise «AKA» et portant notamment sur la réalisation d'un centre équestre et d'une forêt récréative, pour une enveloppe de 33 millions de DA, sans recourir à un avis d'appel d'offres international, selon l'arrêt de renvoi. En dépit des sommes colossales dépensées au titre de ce projet, les travaux de modernisation n'ont touché qu'une partie des complexes la «Corne d'or» et

l'ex-CET, au moment où le chantier de rénovation des bungalows du complexe Matares, n'a touché que quelques bâtiments, pour une enveloppe de 35 millions de DA.

Les accusés ont nié tous les faits qui leur sont reprochés, les anciens directeurs généraux ont justifié ces violations par des erreurs de gestion, en imputant la responsabilité aux membres de la commission des marchés.

Pour leur part, les membres de la commission des marchés ont réclamé leur innocence, soulignant que leur rôle s'était limité à la rédaction des procès-verbaux des marchés et à l'ouverture des plis et non pas à la signature des décisions d'attribution qui ne relevaient pas de leurs prérogatives. A noter que l'Entreprise de gestion touristique (EGT) de Tipasa gère trois unités, à savoir le village touristique (ex-CET), la «Corne D'or» et «Matares».

Le tribunal de Tipasa avait prononcé le 18 avril dernier des peines allant d'un an de prison avec sursis à six ans de prison ferme à l'encontre des accusés dans l'affaire de corruption à l'EGT de Tipasa.

Les anciens directeurs généraux de l'EGT, Bahlouli Mohamed (2014-2016) et Kaoula Yacine (2017-2020), ont ainsi été condamnés à six ans de prison ferme et à une amende de 500 000 DA pour «abus de fonction, dilapidation de deniers publics, passation de marchés en infraction à la réglementation

et octroi d'indus privilèges à des tiers». Le tribunal a, en outre, condamné par contumace l'entreprise portugaise de construction AKA à une amende de 5 millions de DA avec exclusion de procédure de passation de marchés publics pendant cinq ans.

Les anciens cadres centraux à l'EGT, Kaouane Noureddine (directeur des finances et des moyens), Maglati Samia (directrice technique), Abdelhak Saadouni (chef de projet) et Khelifi Hamza, ont écopé de quatre ans de prison ferme et d'une amende de 300 000 DA chacun pour «dilatation de deniers publics, abus de fonction, passation de marchés en infraction à la réglementation et octroi d'indus privilèges à des tiers».

Les accusés Bar Aziz (président du conseil d'administration de l'EGT de Tipasa), Mansouri Abdelkrim (membre du conseil d'administration), Aglouchi Mohamed (ancien directeur général) et Chiah Rabah (ancien directeur général) ont été condamnés à deux ans de prison ferme et à une amende de 200 000 DA chacun pour «abus de fonction».

Six autres accusés ont été condamnés à un an de prison avec sursis et à une amende de 100 000 DA chacun.

Le tribunal a, par ailleurs, acquitté neuf autres accusés, dont l'actuel directeur général de l'EGT, Boudouma Mohamed, et des directeurs centraux.

H. Y.

Salon national des métiers de l'hôtellerie

Exposition de potions à base de produits naturels au service des spas

■ La première édition du Salon national de métiers de l'hôtellerie, qui se poursuit à Oran, a donné lieu à une exposition portant sur les articles de beauté et de bien-être ainsi que des produits thérapeutiques et cosmétiques à base de plantes, fabriqués localement et adoptés dans les lieux de détente, appelés mondialement «spas».



Par Farid M.

Cette manifestation, qui a vu une forte participation d'investisseurs dans le domaine de préparations cosmétiques, se veut une occasion pour montrer leur expertise et leur technique

dans cette spécialité qui s'appuie sur des cures de soins du corps (massage de la peau et des cheveux) et leurs expériences dans ce genre d'industrie qui connaît une concurrence de produits de beauté importés.

Les professionnels dans la spécialité des huiles essentielles

extraites de différentes plantes locales et les producteurs de savons traditionnels proposent un éventail de produits de beauté à des prix concurrentiels, pour attirer les hôteliers qui assurent des prestations de soins médicaux et de bien-être et qui présentent leurs espaces thérapeutiques et bienfaits (spas) aux clients qui cherchent l'entretien de la forme, le bien-être et l'équilibre.

Une exposante, Boutiche Sara, qui commercialise des recettes naturelles depuis quelques années, propose des compléments aux soins naturels adoptés au niveau des spas, qui connaissent une grande affluence des clients.

Une autre artisan spécialisée dans l'industrie des arômes estime que de nombreux clients préfèrent l'usage de produits locaux lors des séances de soins traditionnels ou modernes, ce qui pousse, a-t-elle souligné, les propriétaires de spa à sélectionner les meilleurs produits tout en

offrant à chaque client en quête d'un bol d'air et soins de haute gamme pour recharger les batteries et retrouver la vitalité.

Ce salon, qui se tient sous le slogan «l'industrie traditionnelle des produits hôteliers», constitue un espace pour la promotion des produits green à base d'huiles essentielles, permettant à ces espaces de bien-être et de détente d'acquiescer des produits adaptés à la remise en forme physique, attirant les touristes et renforçant la position des structures hôtelières comme destination touristique, a expliqué le directeur de la Chambre des métiers et d'artisanat d'Oran, Khalid Sahraoui.

En matière d'intégration des spas à l'intérieur des structures hôtelières, la wilaya d'Oran enregistre actuellement la réalisation de deux centres de thalassothérapie au niveau des communes de Mers El Hadjadj et Gdyl, de même qu'une station thermique dans la commune d'Ain El Turk et centre de thalassothéra-

pie au complexe «Les Andalouses», ainsi que d'autres établissements hôteliers qui sont en voie d'exploitation, selon le directeur du tourisme, de l'artisanat et du travail familial de la wilaya, Karim Benamar Belabbes.

Le Salon national des métiers de l'hôtellerie, qui se poursuit jusqu'au 30 juin en cours, est organisé par la Chambre de l'artisanat et des métiers, en collaboration avec la Direction du tourisme, de l'artisanat et du travail familial, avec la participation de plus de 50 exposants dans différents métiers en lien avec les métiers de l'hôtellerie, issus de 14 wilayas.

F. M.

Finances Dissolution de l'Agence nationale du cadastre

L'AGENCE nationale du cadastre a été dissoute en vertu d'un nouveau décret exécutif publié au dernier *Journal officiel* n° 47. Il s'agit du décret n° 21-251 du 25 Chaoual 1442 correspondant au 6 juin 2021 portant dissolution de l'Agence nationale du cadastre et transfert de ses biens, droits, obligations et personnels au ministère des Finances.

Signé par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, le 6 juin dernier, le présent décret stipule que l'Agence nationale du cadastre, créée par le décret exécutif n° 89-234 du 19 décembre 1989 susvisé, est dissoute.

La dissolution de l'Agence nationale du cadastre emporte le transfert de l'ensemble de ses biens, droits, obligations et personnels au ministère des Finances. Le transfert donne lieu à l'établissement d'un inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif, dressé conformément aux lois et règlements en vigueur par une commission dont les membres sont désignés par le ministre des Finances et à l'établissement d'un bilan de clôture portant sur les moyens et indiquant la valeur des éléments du patrimoine, objet du transfert. S'agissant des droits et obligations des personnels transférés, ils demeurent régis par les dispositions légales, statutaires ou contractuelles, qui leur étaient applicables à la date de publication du présent décret au *Journal officiel*.

Il a été souligné également que les dispositions du décret exécutif n° 89-234 du 19 décembre 1989, modifié et complété, portant création de l'Agence nationale du cadastre, sont abrogées.

R. E.

Emploi

Le programme Afeq a réalisé 98 % de ses objectifs

Le Programme d'appui Formation-Emploi-Qualification (Afeq), développé dans le cadre d'un partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne et devant clôturer en septembre 2021, a concrétisé 98 % de ses objectifs, a affirmé, à Oran, son directeur national, Morad Lemia.

En marge d'un séminaire régional ayant réuni les chefs d'antennes de l'Agence nationale de l'emploi (Anem) dans la région Ouest, M. Lemia a indiqué que le programme Afeq, qui tire à sa fin, a réalisé 98 % de ses

objectifs axés sur le renforcement de l'insertion des jeunes dans la vie active.

Le Dispositif d'accompagnement, d'insertion et de formation à l'emploi (Daife) et son guide de gestion et de mise en œuvre figurent parmi les réalisations principales du programme Afeq, a relevé le même responsable, faisant savoir que ce dispositif proposé aux autorités attend la validation.

Le Daife se veut un appui aux missions de service public d'aide à l'insertion et à l'emploi, attribuées au ministère du Travail, de

l'Emploi et de la Sécurité sociale et à l'Agence nationale de l'emploi (Anem), a-t-il souligné.

Une autre réalisation du programme Afeq est la formation de cadres du ministère de l'Enseignement et de la Formation professionnels dans le management de qualité dans les CFPA (centres de formation professionnelle et d'apprentissage) et la fourniture d'un système informatique qui s'appelle WISSI, dédié au suivi des activités au niveau de ces centres.

Pour sa part, Kinouni Hakim, expert dans le programme Afeq,

a estimé que les objectifs tracés ont été «largement concrétisés», faisant savoir que des dizaines de guides, de vidéos et de séminaires autour de différents thèmes en rapport avec l'insertion professionnelle ont été réalisés.

Financé par l'Union européenne à hauteur de 10 millions d'euros et l'Algérie avec 1 million d'euro, le programme Afeq, lancé en septembre 2017, a touché sept wilayas pilotes, à savoir Alger, Sétif, Blida, Boumerdès, Béjaïa, Oran et Ouargla

Samia Y.

Salon régional des micro-entreprises du tourisme et de l'artisanat

36 exposants au rendez-vous

Un total de 36 exposants participe au Salon régional des micro-entreprises activant dans le domaine du tourisme, de l'artisanat et des produits du terroir, inauguré samedi au niveau de la Promenade des Sabliettes à Alger. Initié par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade), en collaboration avec la Direction du tourisme de la wilaya d'Alger, ce salon, qui se déroulera du 25 juin au 9 juillet, a été inauguré par le wali délégué d'Houssein Dey et de Dar El Beïda, Yazid Delfi, accompagné par le directeur du tourisme de la wilaya d'Alger, Tabet Mokdad. Cet événement, parrainé par le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé des Micro-entreprises et du ministère

du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, a pour slogan «La micro-entreprise, outil de promotion du produit du local et du terroir» et coïncide avec la «Journée nationale du tourisme». Il a pour but de mettre en avant le rôle de l'Anade dans la création de micro-entreprises dans divers secteurs, a indiqué M. Delfi lors d'un point de presse tenu en marge de la cérémonie d'inauguration. Ce salon vise, en outre, à valoriser la qualité du produit local et du terroir, en plus de favoriser les liens entre les différentes entreprises dans le cadre d'échanges commerciaux, a-t-il ajouté. Pour sa part, M. Mokdad a estimé que ce genre de salon permet de promouvoir les produits des micro-entreprises, précisant que cet événement contri-

bua à créer des relations de travail entre les acteurs dans le domaine du tourisme et les entreprises activant dans la production des produits locaux et du terroir, dans le cadre de relations gagnant-gagnant.

11 % des 43 000 entreprises créées par l'Anade activent dans le tourisme

Intervenant lors de cette cérémonie, le directeur général de l'Anade, Mohamed-Chérif Bouaoud, a précisé que ce salon entre dans le cadre de l'accord de partenariat paraphé entre le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé des Micro-entreprises et du ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du

Travail familial, soulignant que l'organisation de ce salon reflète la détermination de l'Anade à encourager la production artisanale, le travail familial et le tourisme.

Dans ce sillage, il a indiqué que le dispositif Anade a permis de financer plus de 43 000 micro-entreprises, soulignant que le programme du gouvernement mise sur deux secteurs «importants», à savoir l'Agriculture et le Tourisme.

M. Bouaoud a affirmé que l'Anade concentre ses efforts sur le financement des projets dans ces deux domaines, relevant que le tourisme représente entre 10 et 11 % de l'ensemble des projets financés par l'Agence qu'il dirige.

H. S.

Tizi-Ouzou

Des atouts pour le développement du tourisme local

■ La wilaya de Tizi-Ouzou dispose d'atouts importants pour la promotion et le développement du tourisme interne et local, a-t-on indiqué à la Direction locale du tourisme de l'artisanat et du travail familial.

Par Lyes B.

Présentant les potentialités touristiques de la wilaya à l'occasion des activités marquant la célébration de la Journée nationale du tourisme (25 juin) sous le slogan «Le tourisme interne, le défi d'aujourd'hui et le pari de demain», le directeur local du tourisme de l'artisanat et du travail familial, Rachid Gheddouchi, a observé que Tizi-Ouzou dispose de sites, d'infrastructures, d'un mouvement associatif et d'organismes publics et privés qui lui ont permis de se lancer activement dans le tourisme interne et local. Il a rappelé, à l'occasion de cette manifestation abritée par la maison de la culture Mouloud-Mammeri, que la wilaya propose différents types de tourisme (balnéaire, culturel, cultuel, cynégétique et climatique) grâce notamment à ses 92 sites touristiques naturels, 123 sites archéologiques et historiques, 42 sites culturels et 17 zaouïas dont au moins deux datant du 17^e siècle. Des atouts qui sont valorisés par de nombreuses agences de

voyages qui font la promotion du tourisme local et interne, a-t-il signalé, ainsi que par d'autres initiatives, à l'instar du concours Rabah-Aissat du village le plus propre, organisé par l'Assemblée populaire de wilaya (APW), qui a permis aux lauréats de cette compétition de devenir une destination de choix pour des centaines de touristes issus de plusieurs localités de Tizi-Ouzou et d'autres wilayas. M. Gheddouchi a indiqué que Tizi-Ouzou compte 83 agences de tourisme agréées, dont 57 au chef-lieu de wilaya et dont beaucoup d'entre elles ne se limitent plus à l'activité de billetterie (pour les démarches de demande de visa), mais se sont lancées dans la promotion du tourisme local et interne. L'intérêt pour ce type de tourisme s'est intensifié dernièrement avec la fermeture des frontières et de l'espace aérien pour cause de pandémie de Covid-19, a-t-il relevé, observant que de nombreuses agences de tourisme organisent des voyages, des



excursions, des randonnées et des visites guidées au niveau local ou dans d'autres wilayas.

Le directeur local du tourisme de l'artisanat et du travail familial de la wilaya de Tizi Ouzou a également signalé le développement, dans le sillage du touris-

me local et interne qui prend de l'ampleur, d'une nouvelle formule, à savoir les maisons d'hôtes «qui est certes à ses premiers balbutiements, mais qui évolue progressivement». M. Gheddouchi a cité, à ce titre, le cas de la localité de Bouzguene

qui a recensé 23 maisons traditionnelles proposées comme maisons d'hôtes pour les touristes et les exposants lors des fêtes agricoles, artisanales, culturelles et autres organisées dans la région. L. B.

Illizi/Zones d'ombre

Plusieurs projets lancés dans la région de Fadhénoune

Plusieurs projets de développement ont été lancés dans la localité de Fadhénoune (100 km d'Illizi), dans le cadre de la prise en charge des besoins urgents des populations des zones d'ombre, a-t-on appris des services de la wilaya.

Retenues au titre des efforts d'amélioration des conditions de

vie du citoyen, ces opérations visent le désenclavement des régions, la réalisation de nouvelles routes et la réhabilitation de certains tronçons, l'aménagement urbain, la réalisation de trottoirs et le renforcement de l'éclairage public.

Ces opérations consistent également en l'amélioration de l'alimentation en eau potable,

dont la réalisation d'un château d'eau de 500 m³, l'extension du réseau d'assainissement, ainsi que l'équipement des forages en panneaux solaires, ont indiqué les mêmes services.

Parmi les autres actions de développement, la réalisation de structures de services, dont un bureau postal, une station de services et une salle de soins.

Intervenant lors du lancement de ces projets, le wali d'Illizi, Mustapha Aghamir, a souligné l'importance que revêtent ces opérations dans l'impulsion de la dynamique de développement locale et l'amélioration du cadre de vie de la population de Fadhénoune, appelée à devenir une future commune.

Samy Y.

Jijel

4^e édition de la randonnée touristique sur la corniche

La quatrième édition de la randonnée touristique sur la corniche jijelienne a été organisée samedi dans la commune d'El Aouana (20 km à l'ouest de Jijel) sous le slogan «Ensemble pour un été sain».

Le circuit à parcourir par les randonneurs participant à cette édition s'étale sur 16 km depuis l'entrée Ouest de la ville d'El Aouana jusqu'aux grottes merveilles en passant par les deux localités des Aftis et Taza, a

indiqué Abdelmalek Baghdad, président de l'association «Essafir» pour le tourisme, initiatrice de la manifestation. La même source a souligné que 50 participants de tous âges participent à cette randonnée marquée par plusieurs activités, notamment la sensibilisation des usagers de la RN-43 à l'importance de la préservation de l'environnement et des plages ainsi qu'aux risques d'intoxication alimentaire, au danger des baignades

dans les plages non autorisées et à la prévention des incendies de forêt, en plus de la distribution de dépliants aux automobilistes relatifs au respect du code de la route.

Un concours de la meilleure photographie de la corniche jijelienne est également organisé en marge de la randonnée et sera sanctionné par la distinction du lauréat. L'association Essafir a prévu cet été diverses activités en montagne et dans les forêts

pour faire connaître les potentialités touristiques de la wilaya de Jijel, a ajouté son président.

La 4^e randonnée touristique sur la corniche jijelienne a été organisée avec le concours de plusieurs secteurs, à l'instar de la direction de wilaya du tourisme, de l'artisanat et du travail familial, la Gendarmerie nationale, la Protection civile, le Parc national de Taza et l'Office des établissements de jeunes.

A. Y.

Djelfa

Campagne de nettoyage à travers les communes d'El Idrissia et Messaâd

Une campagne de nettoyage et d'aménagement de l'environnement a été entreprise dans les communes d'El Idrissia et de Messaâd, a-t-on appris auprès des services de la wilaya de Djelfa. Cette opération, organisée vendredi et samedi et ayant mobilisé d'importants moyens matériels et humains relevant de nombreux organismes et entreprises publiques, a été marquée par des actions de nettoyage et d'enlèvement des déchets entas-

sés dans des dépotoirs anarchiques et par des travaux de maintenance des réseaux d'évacuation des eaux pluviales (des avaloirs notamment). Outre les collectivités locales concernées, cette campagne d'hygiène, qui a grandement amélioré le paysage général des entrées et sorties des villes d'El Idrissia et de Messaâd, a vu la participation de nombreuses directions exécutives, dont les travaux publics, l'environnement, l'urbanisme, de l'architecture et de la construc-

tion et des ressources en eau, a-t-on indiqué de même source. A cela s'ajoute l'implication de l'entreprise du Centre d'enfouissement technique des déchets, l'entreprise communale d'hygiène et d'embellissement du milieu et de l'Office de promotion et de gestion immobilière (Opgi). Selon la même source, cette opération s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale décidée par les autorités publiques et la mise en œuvre des instructions du wali, Djilali Doumi, qui a

donné des instructions pour l'engagement de ce type d'actions participatives et leur généralisation à travers les communes de la wilaya. Cette campagne d'hygiène a été bien accueillie par les citoyens qui se sont félicités de ce type d'initiatives qui contribuent, selon eux, à «l'amélioration du paysage général de la ville et à l'élimination des déchets et autres matériaux et objets qui défigurent le tissu urbain».

F. S.

Oum El Bouaghi Deux tronçons des chemins de wilaya 1 et 2 bientôt réhabilités

LE PROJET d'aménagement et d'entretien de deux tronçons des chemins de wilaya (CW) 1 et 2 de la wilaya d'Oum El Bouaghi, sur une distance de 15 km, sera lancé au cours du mois d'août prochain, a-t-on appris auprès de la Direction locale des travaux publics (DTP).

Dans une déclaration à l'APS, le chef du service de développement des infrastructures de base au sein de la DTP, Abdelhafid Ami, a indiqué que cette opération consiste à aménager et entretenir un tronçon du CW 1, reliant la commune de Zorg et de Berriche sur une distance estimée à 9,5 km, et d'un tronçon du CW 2, reliant la localité de Rahia et la RN 10.

La réhabilitation et l'entretien de ces axes routiers, en raison de leur état de dégradation avancé, sont inscrits dans le cadre du programme sectoriel de l'exercice 2021, a noté M. Ami, soulignant que la concrétisation de ce projet a nécessité une enveloppe financière évaluée à 200 millions DA. Il a également rappelé la mise en exploitation, la fin de la semaine précédente, d'un tronçon du CW 2 reliant les communes de Oued Nini et El Djazia, sur une longueur de 7 km, et dont les travaux de rénovation ont mobilisé un budget de 97 millions DA, dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales.

R. R.

Festival culturel européen

L'Orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger enchante le public

■ L'Orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger, accompagné par une pianiste et un trio à cordes algériens, ont entraîné le public dans un voyage musical plein de mélodies et d'émotions. Dirigé par le maestro Lotfi Saidi, les musiciens ont gratifié l'assistance d'un florilège de pièces classiques et populaires.



Ph./D. R.

Par Adéla S.

Ouverte le 24 juin dernier, la 21^e édition de ce festival, pour des raisons de sécurité

sanitaire, se déroule uniquement en musique et au Théâtre national (Tna). Pour la soirée de samedi, la salle de spectacles a accueilli pour la soirée hispano-autrichienne, un public relative-

ment nombreux, astreint au strict respect des mesures de prévention contre la propagation du coronavirus.

Choissant d'intituler cette double fusion des genres

«Rencontre musicale entre l'Autriche et l'Algérie» et «De Asturias à Constantine : un voyage en compagnie de l'Orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger», les organisateurs entendent ainsi établir, par ce bel ornement du silence, une passerelle d'échange qui rappelle et renforce la grande amitié bilatérale qui lie l'Algérie à chacun des deux pays célèbres.

Un programme d'une vingtaine de pièces, entre classique universel et traditionnel, scindé en deux parties, a été brillamment exécuté par le quatuor de musiciens et la cinquantaine d'instrumentistes de l'Orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger.

Lors de la première partie, le public a eu droit à de célèbres œuvres des maîtres de la musique autrichienne, interprétées dans la solennité d'une ambiance acoustique pure (sans sonorisation) par les violonistes, Vera Ait Tahar (soliste), Nazim Ali Yahia et Sidali Ghida, ainsi que la pianiste virtuose Feriel Sadi.

Le quatuor a notamment

rendu les pièces «Ave Verum» de Wolfgang Amadeus Mozart, «Moment musical» et «Sérénade» de Franz Schubert, «Adagio, concerto pour violon» de Joseph Hayden, «Ya racha el fetten», patrimoine andalou, arrangé par le regretté Abdelwahab Salim et les pièces «Schon Rosmarin», «Tourments d'amour» ainsi que «Veuve joyeuse» de Franz Lehár.

Essentiellement du XIX^e siècle, des airs célèbres des grands maîtres de la musique espagnole, Manuel De Falla, Isaac Albéniz, Pascual Marquina, Antonio Alvarez et Ruperto Chapi, ont constitué le premier volet de la deuxième partie de la soirée, rendu par l'Orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger.

Dans des atmosphères sobres, embellies par un éclairage de grands concerts, l'assistance a pu ainsi apprécier les pièces «La danse du feu», «Asturias», «España Cani», «Suspiros de España» et «El Tambor de Granaderos», respectivement.

Le deuxième volet du concert constitué des pièces «Suite kabylienne» de Sid Ahmed Belli, «HMama», «Hogar» et «K'sour Dzayer», des regrettés, Rachid Saouli, Abdelwahab Salim et Hocine Bouifrou, a permis de rappeler la richesse du patrimoine musical algérien, dont les mélodies et les cadences rythmiques se prêtent naturellement à la distribution polyphonique.

En présence de l'ambassadeur d'Autriche en Algérie, Peter Elsner-Mackay et du chargé d'affaires à l'ambassade du Royaume d'Espagne en Algérie, Thomas Lopez Vilareno, le public a longtemps applaudi les musiciens, savourant tous les moments du concert dans la délectation.

A. S.

«L'Algérie dans le cœur»

Le HCA organise une manifestation culturelle et scientifique

Le Haut Commissariat à l'amazigité (Hca) organise, en partenariat avec la Radio nationale, un riche programme de rencontres, d'expositions et de formations, dédié à la valorisation et la promotion de la langue et de la culture amazighes, du 5 au 8 juillet prochain dans la ville de Boumerdès, en célébration du 59^e anniversaire du recouvrement de l'indépendance nationale, a-t-on appris auprès du HCA.

Baptisé «L'Algérie dans le cœur», ce programme s'inscrit

dans «l'optique des valeurs qui consolident l'unité nationale et l'intégrité territoriale», indiquent les organisateurs.

«L'Algérie dans le cœur» prévoit un séminaire placé sous le thème «Radiodiffusion sur et en tamazight : variété linguistique et unité nationale. Dispositions constitutionnelles et pratiques médiatiques» qui se tiendra à partir du 6 juillet et un colloque sur «L'onomastique algérienne», organisé les 7 et 8 juillet en partenariat avec le Centre de recherche en anthropologie

sociale et culturelle (Cras).

Le HCA prévoit également une session de formation destinée aux journalistes de 26 radios nationales et locales exerçant en langue amazighe et qui porte sur la problématique de la traduction dans le travail journalistique et la présentation d'informations avec la diversité linguistique amazighe spécifique à chaque région d'Algérie.

Les œuvres primées de la première édition du Prix du Président de la République de la langue et de la littérature amazi-

ghes (2020-2021) seront également présentées lors d'une table ronde, alors que les organisateurs prévoient également des ateliers de transcription et réalisation d'un album de contes et bande dessinée, d'écriture de tiffnagh et de codification de l'écriture amazighe en braille.

Le HCA prévoit également une exposition des produits des métiers de l'artisanat local, en plus de séances de vente-dédiées des nouveaux titres édités en 2021.

M. K.

Un contrat historique avec Netflix

Steven Spielberg signe pour produire plusieurs films

Le réalisateur de 74 ans n'a cependant pas précisé s'il passera derrière la caméra pour les films en question. Le géant du streaming s'associe à un géant de Hollywood. Steven Spielberg a annoncé, dans un communiqué, que sa société Amblin Partners a signé un contrat avec Netflix pour produire, sur plusieurs années, plusieurs films par an. On ignore pour le moment si le cinéaste, âgé de 74 ans, passera derrière la caméra pour certains des longs-métrages en question, mais sa présence au premier plan lors de la signature de ce contrat rend sa participation

implicite. D'après les termes, présentés par Variety, «au moins deux films par an» devraient être produits. «Chez Amblin, la narration sera toujours au centre de tout ce que nous faisons, et à la minute où Ted (Sarandos, co-PDG de Netflix) et moi avons commencé à discuter d'un partenariat, il était tout à fait clair que nous avions une opportunité incroyable de raconter de nouvelles histoires ensemble et de toucher le public de nouvelles façons. Cette nouvelle avenue pour nos films, parallèlement aux histoires que nous continuons à raconter avec notre famille de longue date chez Universal et

nos autres partenaires, sera incroyablement épanouissante pour moi puisque nous nous y lançons avec Ted, et je suis impatient de commencer avec lui, Scott (Stuber, co-PDG de Netflix) et toute l'équipe de Netflix», a déclaré le réalisateur d'«E.T.», «Les aventuriers de l'Arche perdue» et «Rencontres du troisième type». Ce n'est pas la première fois qu'Amblin et Netflix collaborent, puisque la société de production de Steven Spielberg a produit «Les 7 de Chicago», vendu par la Paramount au service de streaming l'année dernière. Si ce contrat est peut-être annoncia-

teur d'un changement majeur à Hollywood, il ne signifie pas pour autant qu'Amblin change de stratégie du jour au lendemain. Steven Spielberg et ses associés continueront à travailler étroitement avec Universal, leur partenaire de production de longue date, qui financera probablement son prochain film, une comédie dramatique semi-autobiographique avec Seth Rogen et Michelle Williams. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'une victoire pour Ted Sarandos, le patron du contenu de Netflix, qui cherchait à conclure un partenariat avec Amblin depuis des années.

F. H.

Agend'Art

Salle Ibn Kheldoun

Jusqu'au 30 juin :

Trois films proposés avec la meilleure qualité de projection, à savoir «Abou Leïla», «En attendant les hirondelles»

Aujourd'hui à 14h :

Projection du long-métrage de fiction «Abou Leïla»

A 20h :

Projection du film «En attendant les hirondelles»

29 juin 2021 à 20h :

Projection du film «Abou Leïla»

30 juin à 17h :

Projection de «En attendant les hirondelles»

20h :

Projection de «Abou Leïla»



Cisjordanie

Heurts lors de manifestations contre l'Autorité palestinienne

■ Des manifestants ont affronté samedi les forces de sécurité palestiniennes en Cisjordanie occupée, au troisième jour de manifestations déclenchées après la mort d'un militant des droits humains détenu par l'Autorité palestinienne.

Par Mourad M.

Nizar Banat, un Palestinien de 43 ans, était connu pour ses vidéos postées sur les réseaux sociaux critiquant l'Autorité palestinienne présidée par Mahmoud Abbas, qu'il accusait de corruption.

Sa mort jeudi, quelques heures après son arrestation par les forces de sécurité palestiniennes a suscité l'indignation en Cisjordanie où des manifestants ont appelé au départ du président palestinien.

Samedi, quelques milliers de personnes sont descendues dans les rues à Hébron et dans la ville de Ramallah où siège l'Autorité palestinienne.

Pour le militant palestinien Ismat Mansour, la mort de Nizar Banat n'est que «la pointe de l'iceberg».

«Nous voulons dissoudre le gouvernement et des élections

pour que le peuple puisse choisir à nouveau ses dirigeants», a-t-il déclaré à l'AFP, accusant l'Autorité palestinienne de corruption.

Des pancartes brandies par des manifestants portaient l'inscription : «Partez».

A Ramallah, des manifestants ont lancé des pierres sur les forces de sécurité mobilisées en masse et qui ont riposté en lançant des grenades lacrymogènes sur la foule.

Des milliers de personnes avaient participé, vendredi à Hébron, aux funérailles de Nizar Banat.

Il avait été arrêté à l'aube jeudi chez son oncle à Dura, puis conduit en détention, selon sa famille qui accuse les forces de sécurité palestiniennes de l'avoir «assassiné».

Le médecin légiste en charge de son autopsie a fait état de traces de coups à la tête, à la

poitrine, au cou, aux jambes et aux mains. Moins d'une heure s'est écoulée entre les coups et sa mort, a indiqué le docteur Samir Abou Zazour.

Le Premier ministre palestinien, Mohammed Shtayyeh, a annoncé l'ouverture d'une enquête.

Nizar Banat avait été candidat sur une liste d'indépendants aux législatives palestiniennes qui devaient se tenir en mai, avant d'être reportées sine die par Mahmoud Abbas.

Quelque 84 % des Palestiniens estiment que l'Autorité palestinienne est corrompue, selon un sondage publié mi-juin par le Centre de recherche palestinien sur la politique et les sondages (PCPSR) basé à Ramallah.

Cette Autorité n'exerce que des pouvoirs limités sur environ 40 % de la Cisjordanie, territoire palestinien occupé par l'armée israélienne depuis 1967. Israël,



qui en contrôle tous les accès, administre 60 % de ce territoire

M. M.



Commentaire

Reconquête

Par Fouzia Mahmoudi

Avant son départ de la Maison-Blanche le 21 janvier dernier, Donald Trump avait laissé entendre à ses supporters qu'il n'avait pas dit son dernier mot en politique et qu'il serait probablement bientôt de retour, lui pour qui plus de 74 millions d'Américains ont voté en novembre dernier à l'élection présidentielle. C'est ainsi, sans grande surprise, que Donald Trump a officiellement lancé samedi la campagne des élections américaines de mi-mandat, en retrouvant dans l'Ohio l'ambiance des meetings qu'il affectionne, avec un œil déjà fixé sur 2024. Il s'agissait du «*tout premier meeting de l'élection de 2022*», a-t-il souligné en introduction, l'événement ayant été organisé en soutien d'un candidat républicain au Congrès. «*Nous allons reprendre la Chambre (des représentants), nous allons reprendre le Sénat*», a-t-il martelé. Dans un long discours d'une heure et demie, l'ancien président a abordé tous ses thèmes de prédilection, en dressant le portrait d'une Amérique courrant «*à sa perte*», sous son successeur Joe Biden, tout en répétant ses allégations d'élection «*volée*» par les démocrates en 2020. «*Nous avons gagné l'élection deux fois, et il est possible que nous devions la regagner une troisième fois*», a-t-il déclaré, déclenchant les acclamations des milliers de partisans réunis pour sa venue à Wellington, près de la ville industrielle de Cleveland. Le magnat de l'immobilier de 75 ans n'a toujours pas reconnu explicitement la victoire de son successeur. «*Joe Biden est en train de détruire notre nation, juste sous nos yeux*», a-t-il lancé. «*Qui diable sait ce qu'il va se passer en 2024, on n'aura même plus de pays !*», s'est-il exclamé. Certains supporters avaient campé depuis plusieurs jours sur place pour être certains de voir le milliardaire. Et l'on pouvait apercevoir dans la foule des T-shirts «*Trump 2024*», destinés à motiver l'ancien président, qui laisse planer la perspective d'une nouvelle candidature présidentielle. Banni des réseaux sociaux après l'assaut meurtrier du Capitole, le 6 janvier, le tribun avait déjà prononcé deux grands discours publics depuis son départ de Washington. Mais l'ambiance plus feutrée des salons conservateurs n'avait alors ressemblé en rien à l'atmosphère de ces meetings, où l'ancien président ne cesse d'interpeller un public surexcité et où s'enchaînent les tubes des haut-parleurs. Ayant promis de jouer un grand rôle lors des élections-clés de mi-mandat («*midterms*») de novembre 2022, il a confirmé sa stratégie visant à soutenir les candidats pro-Trump. Dès mercredi, il se rendra au Texas pour visiter la zone frontalière avec le Mexique et revenir sur l'immigration clandestine, l'un des sujets centraux de sa présidence. Puis le 3 juillet, il organisera un autre grand meeting à Sarasota, en Floride. Reste à voir si Trump, qui avait fait mentir tous les sondages en 2016, réussira malgré sa défaite de 2020 à reconquérir les électeurs qui lui avaient ouvert les portes de la Maison-Blanche, ou si la génération d'électeurs qui a déjà voté pour Joe Biden en 2020 continuera à se mobiliser contre l'ex-président républicain pour l'empêcher de reconquérir le pouvoir. **F. M.**

Explosion d'une bombe artisanale dans une église de Beni, deux blessées

Une bombe artisanale a explosé hier matin, faisant deux blessées dans une église de la ville de Beni, une première dans cette région de l'est de la République démocratique du Congo, où sévit le meurtrier groupe armé des ADF, dont les liens avec l'organisation État islamique sont plus que jamais en débat.

«*L'explosion a eu lieu à 6h00 (4h00 GMT). (...) C'est une bombe artisanale qui avait été placée à l'intérieur de l'église*», a déclaré à l'AFP le colonel Narcisse Muteba Kashale, maire policier de Beni-Ville (Nord-Kivu, est). Deux femmes ont été blessées, l'explosion ayant eu lieu avant l'heure d'affluence des fidèles pour une importante cérémonie de sacrement de confirmation aux enfants, a précisé à l'AFP le vicaire général de Beni, monseigneur Laurent Sondirya.

«*Ils ont visé une grande foule parce que la cérémonie va réunir des enfants, leurs parents et des fidèles*», a expliqué le prêtre catholique. «*La messe pour administrer le sacrement de confirmation ne sera pas reportée*», a martelé Mgr Sondirya.

Des traces de sang étaient visibles à l'entrée de l'église, a constaté le correspondant de l'AFP dans la ville. Des éclats de vitres et des morceaux de bois étaient éparpillés à l'intérieur, à côté d'appareils de sonorisation très endommagés.

La déflagration a été entendue à la ronde dans la paroisse Emmanuel-Butsili, située dans

un quartier populaire de Beni-ville, selon des témoins interrogés par l'AFP.

Des experts de la Mission de l'ONU en RDC (Monusco) et de la mairie de Beni se sont rendus sur place et ont sécurisé le périmètre.

«*Nous avons institué une commission de sécurité au sein de la paroisse. On doit être vigilants*», a déclaré à l'AFP le père assomptionniste Isidore Kambale, curé de la paroisse.

C'est la première fois qu'un édifice appartenant à l'Église catholique, religion la plus importante dans la ville, est directement ciblé dans le territoire de Beni où des membres du groupe Forces démocratiques alliées (ADF) sont accusés d'avoir tué 6 000 personnes depuis 2013, selon un décompte de l'épiscopat. Samedi, une autre bombe a explosé dans la ville, à côté d'une station d'essence à la sortie de Beni, sans faire de dégâts. «*C'était une bombe artisanale cachée sous un camion-remorque qui avait explosé, mais mes services ont cru qu'il s'agissait d'une crevaillon. Mais ce matin, j'ai constaté qu'il y avait des éclats exactement comme dans l'église*», a indiqué à l'AFP le maire de Beni, le colonel Muteba.

En février 2014, des ADF étaient soupçonnés d'avoir enlevé à Mbau trois prêtres assomptionnistes de Beni qui sont toujours portés disparus et aucune revendication de leur enlèvement n'a été formulée jusqu'à ce jour. En mai, deux imams de la

ville de Beni, réputés pour leurs discours hostiles aux violences exercées par des ADF, ont été tués par balle à l'intérieur de leur mosquée ou après la prière du soir.

A l'origine des rebelles musulmans ougandais, les ADF ont fait souche depuis plus de 25 ans dans cette partie de l'Est de la RDC, dans la province du Nord-Kivu, d'où ils n'attaquent plus depuis longtemps l'Ouganda voisin.

Les ADF sont accusés d'avoir massacré des centaines de civils depuis le lancement d'opérations militaires contre leur base dans la jungle autour de Beni en novembre 2019.

Le 11 mars, les États-Unis ont placé les ADF parmi les «*groupes terroristes*» affiliés au groupe État islamique (EI). De nombreuses questions se posent depuis lors sur la réalité et la profondeur de leurs liens supposés avec l'EI.

Le 6 mai, le Président Félix Tshisekedi a décrété l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, en vue de mettre un terme aux activités meurtrières de la centaine de groupes armés locaux et étrangers recensés dans l'Est congolais par le Baromètre sécuritaire du Kivu (KST en anglais). Les ADF sont le plus meurtrier de ces groupes.

Mi-juin, le Président Tshisekedi s'est rendu à Beni, où il a appelé la population à «*collaborer*» avec les forces de sécurité face aux ADF, un «*ennemi sournois*».

Berlin 2/Stéphanie Williams :

La Libye bénéficie désormais d'un parapluie international

■ L'ancienne envoyée spéciale du SG de l'ONU en Libye, Stéphanie Williams, a indiqué, vendredi, que «la Conférence de Berlin 2 sur la Libye, tenue mercredi en Allemagne, représente désormais un parapluie international qui contribue à la réalisation de l'unité nationale en Libye».

Par Moncef G.

Interviewée par des médias allemands, l'ancienne envoyée onusienne a qualifié l'engagement des participants à la Conférence de Berlin 2 en faveur du règlement de la crise libyenne de «très positif», faisant observer que «les conclusions de la deuxième Conférence internationale sur la Libye appuient les conclusions de la Conférence Berlin 1». M^{me} Williams a souligné, en outre, «l'importance de soutenir les Libyens souhaitant tourner la page du passé et se rendre aux élections», relevant «l'importance des messages individuels qui ont été lancés par tous les participants à la Conférence Berlin 2 sur un soutien continu et la nécessité d'organiser des élections à la date prévue, ainsi que la nécessité pour les mercenaires et les forces étrangères de quitter le pays et de mettre fin aux ingérences étrangères».

Les participants à la Conférence internationale de Berlin 2 sur la Libye ont plaidé dans le communiqué final sanctionnant la réunion «pour le retrait sans délai des mercenaires et forces étrangères, la tenue des élections générales à la date prévue, la consolidation du cessez-le feu en vigueur, la réforme du secteur sécuritaire et l'entente du chantier de la réconciliation nationale».

Au sujet de la réconciliation nationale en Libye, les participants ont salué «la volonté de l'Algérie de partager son expérience avec les Libyens».

Ils ont aussi noté la disponibilité des pays voisins et de l'Union africaine à accompagner les Libyens dans la réussite de ce chantier.

Les participants à la Conférence ont mis, par ailleurs, l'accent dans leur document sur la nécessité de tenir les élections générales à la date prévue, à savoir le 24 décembre prochain.

Réconciliation nationale : Al-Lafi plaide pour l'implication des jeunes

Le premier adjoint du président du Conseil présidentiel en Libye, Abdellah Al-Lafi, a plaidé, samedi, «pour l'implication de la jeunesse dans la réussite du chantier de la réconciliation nationale libyenne», insistant sur le fait «de les mettre en valeur et de leur attribuer des rôles de premier rang», rapportent des médias libyens.

«Le rôle des jeunes ne doit pas se limiter uniquement à la défense du pays ou la relance de l'économie nationale, mais doit aussi et surtout être déterminant dans l'édification de l'avenir à travers leur implication dans des chantiers, à l'instar de la réconciliation nationale», a plaidé M. Al-Lafi dans son intervention lors du Séminaire des jeunes sur la réconciliation nationale pour les villes côtières et de la montagne.

Selon Abdellah Al-Lafi, «les jeunes sont capables de dépasser facilement la haine, les souvenirs douloureux du passé et l'esprit de la vengeance».



Le premier adjoint de Mohamed Younes Al-Manfi a demandé, par ailleurs, «aux jeunes de s'investir sur le terrain et d'approcher leurs concitoyens, afin de les sensibiliser au sujet de l'importance de la réconciliation nationale».

Le chantier de la réconciliation nationale figure parmi les priorités des nouvelles autorités libyennes. Le président du Conseil présidentiel a entamé au mois d'avril dernier des concertations avec des notables de toutes les régions libyennes.

Les participants à la Conférence de Berlin 2 sur la

Libye, tenue mercredi dernier en Allemagne, ont réaffirmé leur engagement à soutenir les autorités libyennes dans le succès de ce chantier, saluant «la volonté de l'Algérie de partager son expérience de réconciliation avec les frères libyens».

La HNEC s'engage à réussir les élections du 24 décembre

La Haute Commission électorale libyenne (Hnec) s'est engagé, samedi, à «ne ménager aucun effort pour le succès des prochaines élections générales

du 24 décembre prochain», rapportent des médias locaux.

«Les cadres de la Hnec ne ménageront aucun effort pour le succès des élections générales prochaines qui constituent un événement national majeur», a indiqué le Bureau d'information de la HNEC dans un communiqué.

La Hnec souligne que «les élections générales du 24 décembre seront le dernier rendez-vous électoral qu'elle organisera avant la fin de son mandat», rappelant que «ses cadres ont travaillé depuis la mise en place de la Hnec en 2014 avec abnégation et un haut sens de responsabilité pour le succès de tous les rendez-vous électoraux précédents».

«Le travail des cadres de la Hnec a permis de moderniser le système électoral, d'actualiser le fichier national des électeurs et de sensibiliser à chaque fois les Libyens quant à l'importance des élections», note le communiqué.

La Commission électorale libyenne présidée par Imad Al-Sayah a, pour rappel, d'ores et déjà entamé les préparatifs des élections du 24 décembre.

Elle a, en effet, initié plusieurs sciences techniques et d'information au profit de ses cadres à travers les villes libyennes.

La Hnec a bénéficié pour l'heure de quelque 50 millions de DA libyens et 400 000 dollars de la part de la Mission d'appui des Nations unies pour la Libye (Manul).

Les participants à la deuxième Conférence internationale sur la Libye Berlin 2, tenue mercredi en Allemagne, se sont engagés à réussir les élections générales, affichant leur disponibilité à accompagner les Libyens et l'ONU dans l'organisation de cet événement électoral. M. G.

Covid-19/Tunisie

Plus haut bilan épidémiologique avec 4 664 nouveaux

Le bilan épidémiologique quotidien du ministère tunisien de la Santé des dernières 24 heures fait état de 4 664 nouveaux cas positifs, soit le plus haut bilan depuis plus d'une année. Selon le ministère tunisien de la Santé, la pandémie a causé le décès de 90 Tunisiens au cours des dernières 24 heures. Ainsi, le pays totalise 403 493 cas confirmés de Covid-19 et 14 579 décès.

Au 25 juin courant, 346 290 Tunisiens sont rétablis de la contamination, depuis l'apparition de la pandémie, en mars 2020.

La Tunisie connaît une nouvelle vague de propagation du nouveau coronavirus, qualifiée par les autorités officielles de «la plus dangereuse», avec l'apparition de nouvelles souches détectées dans des pays comme le Royaume-Uni, l'Afrique du Sud et l'Inde.

En effet, sept des 24 provinces du pays sont classées à

haut risque, avec un taux de plus de 400 cas sur 100 000 habitants dans la plupart des leurs municipalités. A noter que, pour le moment, quelque 1 705 657 Tunisiens sont désormais vaccinés sur un total de 2 737 037 inscrits sur la plateforme électronique Evax.

Mechichi affirme qu'il ne souffre d'aucun signe du coronavirus

Le Chef du gouvernement tunisien, Hichem Mechichi, a publié, samedi, un vidéo dans laquelle il affirme que, grâce à la vaccination, il ne souffre d'aucun signe du coronavirus qu'il vient de contracter.

«Grâce à la vaccination, je n'ai aucun signe de la maladie ce qui confirme l'efficacité du vaccin», a-t-il dit, ajoutant que «scientifiquement, il est rare qu'une personne vaccinée attrape le virus et lorsque cela arrive les symptômes ne sont pas graves».

Mechichi a appelé les citoyens à se protéger et à prendre toutes les précautions nécessaires pour se prémunir contre le virus dont, notamment, le port du masque et le respect de tous les protocoles de santé, aussi bien à l'intérieur des habitations qu'à l'extérieur. Le Chef du gouvernement a appelé les citoyens à éviter les rassemblements, les mariages, les fêtes et les manifestations, et à les reporter pour préserver «notre santé et celle de nos familles».

La Présidence du gouvernement a annoncé, vendredi, que le Chef du gouvernement a contracté le Covid-19 et qu'il va annuler ses réunions et continuer son travail à distance.

Les recettes touristiques en Tunisie en notable baisse

Les recettes touristiques cumulées ont baissé de 34 %, à la date du 20 juin 2021, à 706

millions de dinars (un dinar tunisien équivaut à 0,36 dollars US), par rapport à la même date de l'année écoulée, selon les indicateurs monétaires et financiers publiés vendredi par la Banque Centrale de Tunisie (BCT).

De même, les services de la dette extérieure cumulés ont régressé de 28 %, à la même date, pour se situer au niveau de 3,5 milliards de dinars. En contrepartie, les revenus du travail cumulés ont atteint 2,8 milliards de dinars, soit en hausse de 25 %, par rapport à la même période de l'année dernière.

Pour ce qui est des avoirs nets en devises, ils ont légèrement augmenté de 3,8 %, à la date du 25 juin 2021, à près de 21,5 milliards de dinars, ce qui représente 141 jours d'importation. En ce qui concerne le volume global du refinancement, il a baissé de 24 %, pour ne pas dépasser 7,1 milliards de dinars.

Dila Y.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Toxicomanie

Élargissement du traitement de la méthadone en Algérie

LE SECRÉTAIRE général du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelhak Sayhi, a mis en avant, hier à Alger, «l'importance de la méthadone comme traitement de substitution indispensable pour limiter les effets destructeurs de la toxicomanie» notamment les opiacés, soulignant la nécessité d'élargir ce traitement à compter de l'année prochaine. S'exprimant à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la toxicomanie, M. Sayhi a précisé que la lutte contre ce fléau dans notre pays a connu une nette évolution durant les dernières années à l'échelle multisectorielle, à la faveur de la création de l'Office national de lutte contre la drogue et de la toxicomanie (Onldt) et la prise en charge du traitement des toxicomanes. L'administration de la méthadone depuis le 5 janvier 2021 comme traitement de substitution à la toxicomanie, notamment les opiacés, «est indispensable pour limiter les effets destructeurs de la consommation de cette substance toxique particulièrement dans les milieux juvéniles, et éviter les autres risques sociaux et sanitaires (de contagion entre autres)». Après avoir mis l'accent sur «l'impératif d'introduire le traitement par la méthadone dans les priorités du programme d'élargissement à compter de l'année pro-

chaine», le même intervenant a ajouté que «des règles strictes ont été mises en place pour prescrire et dispenser la méthadone, outre une feuille de route adoptant une expérience modèle d'une année pour évaluation durant la moitié de cette période et ce, en vue d'élargir progressivement ce traitement à d'autres centres de santé répondant aux conditions définies. La méthadone doit être dispensée à long terme au niveau de toutes les structures de désintoxication». De son côté, le sous-directeur de promotion de la santé mentale au ministère de la Santé, le P^r Mohamed Chekali, a expliqué que le traitement à la méthadone a des spécificités quant à son utilisation, d'où la nécessité de former les professionnels en la matière, faisant état «d'essais sur 100 patients au cours de cette année en attendant sa généralisation à d'autres centres une fois». S'agissant des effets secondaires de ce médicament, le P^r Chekali a indiqué qu'il est d'un grand bénéfice pour les toxicomanes, car il prévient des maladies plus graves, telles que le sida. Les centres intermédiaires de soins en addictologie accueillent près de 20 000 toxicomanes, tandis que le nombre des toxicomanes en réalité est bien supérieur à ce chiffre, d'où l'impératif de fournir davantage d'efforts pour lutter contre ce fléau.

O. N.

École supérieure algérienne des affaires

Célébration de la Journée internationale des femmes en ingénierie

Plusieurs intervenants ont pris la parole, samedi 26 juin 2021, afin de mettre en valeur la contribution des femmes algériennes dans le domaine des STEM (science, technologie, ingénierie et mathématiques).

La célébration de la Journée internationale des femmes en ingénierie – correspondant au 23 du mois de juin de chaque année, donne lieu à une campagne mondiale de sensibilisation visant à mettre en lumière le rôle important de la femme dans le domaine des sciences et l'ingénierie et à attirer l'attention sur les opportunités diverses qui s'offrent à elles. En Algérie, la contribution des femmes algériennes à l'essor de la nation et le rôle primordial qu'elles jouent dans le développement de cette dernière dans le domaine des STEM, a été salué par la tenue d'un évènement conjointement organisé par Schlumberger, l'École nationale polytechnique et l'École supérieure algérienne des affaires à Alger. Au cours de ce forum, la parole a été donnée à un panel pluridisciplinaire d'intervenants, dans le but de transmettre le message de ces femmes aux générations futures, partager leurs défis, leurs aspira-

tions, tout en soulignant les efforts entrepris par les institutions gouvernementales, économiques et académiques dans le but de promouvoir le rôle de cette élite à faire face aux défis du développement économique national. Plusieurs voix – porte-parole de cet engagement, étaient conviées à l'évènement, dont les représentants de plusieurs universités du nord et du sud de l'Algérie (doyens, professeurs et étudiants) ainsi que ceux de plusieurs compagnies nationales et internationales et du mouvement associatif, à l'instar de l'association Sidra, Inas et Women Entrepreneur Accelerator.

Schlumberger, acteur actif dans le secteur énergétique national depuis plus de 65 années, a partagé son expérience et réitéré sa vision et ses valeurs internes à promouvoir le rôle de la femme dans le domaine des STEM au sein de l'entreprise, tout en nourrissant, avec ses partenaires, une ambition sociétale servant à rééquilibrer et à soutenir la représentation de la femme à tous les niveaux, afin d'assurer un développement durable au sein des communautés dans lesquelles elle opère.

K. L.

Crise économique qui s'annonce



Béchar

Mort de cinq personnes brûlées à l'intérieur d'un conteneur

■ Cinq personnes, gravement brûlées lors de l'incendie qui s'était déclaré il y a une dizaine de jours à Béchar à l'intérieur du conteneur d'un camion de livraison de denrées alimentaires, sont décédées à l'unité des grands brûlés de l'Établissement hospitalier universitaire d'Oran, a-t-on appris, hier, auprès de la Direction de la santé et de la population de Béchar.

Par Slim O.

«Les victimes de ce déplorable accident, qui ont été évacuées en urgence vers l'unité spécialisée en soins des grands brûlés à Oran, sont toutes décédées à la suite des graves brûlures (3^e degré), après avoir été prises en charge durant plusieurs jours par les spécialistes de cette même structure médicale spécialisée», a précisé le responsable du service de prévention médicale et de la communication à la DSP, Brahim Benabderrahmane.

Leur décès a pour origine un incendie qui s'est déclaré le 19 juin à l'intérieur du conteneur d'un camion de livraison de denrées alimentaires au niveau du

quartier «Zaouïa», au nord de Béchar. Le drame a causé le décès, en premier lieu, d'un enfant de 11 ans, mort carbonisé dans ce grave incendie, selon la cellule de communication de la direction locale de la Protection civile. Une enquête judiciaire, sous supervision de la justice, est actuellement menée par les éléments spécialisés du service de police judiciaire de la sûreté de wilaya de Béchar, pour faire la lumière sur la présence des six victimes dans le même conteneur au moment du déclenchement de l'incendie et aussi connaître les responsabilités pénales et civiles tant du chauffeur du camion et de son ou ses propriétaires, a-t-on fait savoir à la cellule de communication et d'orientation de la sûreté de wilaya. Un véritable élan

de solidarité des habitants de Béchar avec les familles des victimes (11 à 28 ans) de ce grave accident est visible sur les réseaux sociaux, a-t-on constaté. Des citoyens ont aussi revendiqué la réalisation d'une unité de prise en charge des grands brûlés à Béchar, pour mettre un terme à l'évacuation des victimes de grandes brûlures à Oran, sur une distance de 700 km.

La contribution et l'apport des citoyens du quartier «Zaouïa», qui ont pris part à l'opération de secours des victimes, a permis d'éviter le pire, d'autant plus que le camion de gros tonnage livrait au moment de cet accident sa marchandise dans une rue bondée de passants et marquée par une activité commerciale intense.

S. O.

Tizi-Ouzou

Près d'une vingtaine d'incendies enregistrés en juin

18 incendies ont endommagé une superficie de 27,5 hectares de couvert végétal durant le mois de juin à travers plusieurs localités à Tizi-Ouzou, a-t-on appris, hier, du conservateur local des forêts, Youcef Ould Mohand.

Les superficies endommagées se répartissent en 8,5 ha de maquis, 9 ha de broussailles et 10 ha de surface fruitière à tra-

vers les localités de Ait aggoucha, Frikat, Ait Aissa Mimoun, Aïn Zaouïa, Asso Youcef et Idjeur.

Dans le cadre du dispositif de lutte contre les incendies mis en place cette année, outre les campagnes de sensibilisation menées en direction des populations, plusieurs autres solutions ont été lancées ou réalisées, a expliqué la même source.

Il s'agit, entre autres, de la création de 15 nouveaux points d'eau par la réalisation d'un bassin en amont de sources, portant ainsi à 240 le nombre de ces points à travers les massif forestier de la wilaya et du lancement d'un programme d'ouverture de 885 km de piste forestière ainsi que de 72 hectares de tranchées pare-feu.

Kamel L.